

Le mythe politicien des « 99% » de la population opposés aux 1% captant les richesses tourne le dos à la réalité, aux causes et aux mécanismes des inégalités réelles. Ce slogan des 99% masque des faits, des contradictions de classes et d'intérêts que le « Rapport sur les inégalités en France » édition 2017, a mis en évidence.

L'objectif politique, les mots d'ordre du rassemblement des 99% et pire, de "nous sommes les 99%" (alors que ce mot d'ordre est repris du mouvement US « Occupy Wall Street », à propos duquel le milliardaire George Soros a affirmé éprouver de la sympathie, tout comme Laurence Fink, PDG de BlackRock, plus gros gestionnaire d'actifs au monde) sont l'expression d'un renoncement stratégique et d'une ligne politique qui porte et s'appuie sur " le rôle dirigeant" des couches moyennes et un renoncement au rôle dirigeant de la classe ouvrière (classe pour soi). Ce renoncement exprime et implique aussi un renoncement à l'étude de ce qu'est aujourd'hui cette classe et du type d'organisation et de stratégie politique du parti communiste, parti de la classe ouvrière.

En fait c'est une ligne politique de désarroi, une ligne politique réformiste. L'itinéraire politique d'un Robert Hue n'en est que la caricature.

Du point de vue de l'organisation et de la lutte politique, cet abandon, se traduit par une quasi absence d'ouvriers dans les directions et parmi les élus du parti. Aussi par des revendications qui au nom d'un pseudo « modernisme sociétal », mettent en avant un pseudo « qualitatif » plutôt que le « quantitatif ».

Ces priorisations opportunistes aboutissent à des discours différenciés selon les catégories auxquelles ils s'adressent et, plus grave, à une absence de victoires possibles sur les deux aspects (qualitatif et quantitatif).

Cette analyse et cette stratégie politique ont de fait abandonné les classes populaires, les ouvriers, les employés – les salariés pauvres et précaires - dans les bras des populistes de droite et de gauche (dans ce dernier cas, elles les « lui » on offert) ou dans l'abstention électorale et plus gravement dans l'abstention aux luttes sociales.

Est-ce « marxiste d'affirmer que (malgré son importance de 25 % de la population active et avec les employés de plus de 50%) la classe ouvrière aurait perdu son « rôle dirigeant » concomitamment à l'échec du modèle, qui aurait été le sien, de socialisme étatique ?

En revanche n'est il pas probant que l'absence de projet révolutionnaire proposant les moyens de mettre en œuvre - tant au niveau de l'état, de l'europe, de l'économie - nos annonces verbales du 37eme congrès « *Nous proposons de prendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers, et faire des savoirs et de la création des outils d'émancipation individuelle et collective. C'est une priorité pour le développement même de toute la société* », ne permet pas à la classe ouvrière de se reconstituer et d'intervenir en tant que classe pour soi ?

Le comble c'est que cette analyse et cette stratégie conduisent à des « débats » internes clivés, étiquetés, entre « progressistes » d'un côté et « sectaires » de l'autre. Une vie interne qui aboutit à ce que l'outil de la lutte de classe soit lui-même la victime de ses mimodrames bruyants dont plus personne ne maîtrise le sens et ne perçoit le projet.

La forte et large mobilisation des luttes de ce début 2018, sans une perspective de changement radical et la clarté sur les moyens politiques et électoraux correspondants ne peuvent aboutir qu'à un unanimisme anti

Macron, sur lequel la France insoumise s'appuiera pour faire avancer son programme, dans lequel la question essentielle de la remise en cause du capitalisme a été supplantée par un panel de mesures compensatoires étatiques et d'organisation institutionnelle de l'état.

Alors que faire ? A minima effectuer l'analyse critique de ce que le parti communiste et sa direction portent comme responsabilités dans cette situation et en tirer les conclusions pour la nouvelle direction nationale.

Il nous faut défricher, labourer, semer et permettre l'émergence d'un projet (oui aussi un programme) que nous pourrions porter dans et avec le mouvement social afin d'en permettre un succès politique efficace. Efficace parce qu'il avancera des perceptions concrètes et précises. Bien sûr discutables.

Par exemple dans notre recherche de convergence avec les mouvements écologiste il faut être clair sur le nucléaire et d'abord avec la centrale de Fessenheim.

Aussi et surtout réaffirmer par la forme et la composition de notre organisation que nous sommes le parti qui organise et participe à la construction de la « classe ouvrière pour soi ». Oui une politique du XXIème siècle de promotion et de formation de cadres politiques ouvriers doit être élaborée et mise en œuvre avec volontarisme.

En clair cela signifie que les élections et les élus doivent être seconds dans notre stratégie et nos pratiques. N'est-ce pas hallucinant qu'en pleine préparation du congrès il soit demandé aux sections de réfléchir à la constitution de collectifs de camarades par commune afin d'en assurer la formation électorale et municipale dans la perspective des élections de 2020.

N'est-ce pas significatif que pour la défense des services publics, en région Occitanie notamment, l'action du parti relaie, mobilise et s'organise autour d'une initiative des députés européens membre de la GUE avec l'objectif est de montrer que la gauche européenne est capable de porter un projet alternatif aux « libéralisations agressives » (!!).

Pour terminer sur la forme dite contributive à l'élaboration du texte de base commune pour le congrès rappelons qu'en fait il s'agit du texte qui sera proposé par le Conseil national (après vote). Que la base commune sera celle qui obtiendra le plus de voix des communistes parmi l'ensemble des textes proposés (texte du CN et textes dit alternatif).

Qui peut croire qu'un texte, quel qu'il soit, sera construit par la synthèse de textes contributifs ? En réalité la direction utilisera le processus de contribution pour tenter de légitimer la prévalence de son orientation politique. Quand on se rappelle que le texte proposé par le Conseil national pour le 37ème congrès a obtenu 51,20% des voix, on peut comprendre qu'après le ralliement à la candidature de Jean-Luc Mélenchon et les échecs qui en ont résulté, la direction qui a porté cette ligne manœuvre pour garder ses positions.

Il s'agit avant tout de ne pas éviter le bilan. Il ne suffit pas de reconnaître que nos résultats ne sont pas bons, et de ne parler que de modernisation du PCF, sans parler de bilan des décisions prises depuis des années, ni d'orientations politiques, ni de la direction nationale.

Jean-Claude Cacciaguerra, section d'Albi.